
[Démondialisons ! La série - épisode 9](#)

Le 15-11-2020

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

La mondialisation par dilution de la souveraineté nationale

Image

Par le Parti de la démondialisation

Le 1^{er} août 2020

Macron a martelé durant des mois sa volonté « d'union nationale » pour faire face à la « crise » sanitaire et économique, invoquant même le retour des « jours heureux » et de la souveraineté...

Mais l'union nationale existe déjà, de fait : c'est celle des classes dominantes toujours plus avides de profits quel qu'en soit le prix pour le peuple : austérité, chômage, précarité, pauvreté...

Depuis des décennies c'est à la souveraineté nationale des États que s'attaque la mondialisation néolibérale. Les stratégies mises en place déconnectent les structures et les choix économiques des capacités d'interventions des parlements nationaux. Elles découplent ainsi les politiques économiques des pressions démocratiques nationales.

La reconquête de la souveraineté nationale ne vise pas seulement la production de masques et de gel hydro-alcoolique ou de médicament. L'enjeu est de construire une société démocratique dans laquelle le peuple souverain décide des politiques à mettre en œuvre en toute matière.

Cela n'est possible que par la démondialisation. Et cela est impossible dans le cadre de l'Union européenne qui est un des piliers essentiels de la mondialisation néolibérale.

Extension du caractère supranational du capital

Durant les décennies précédant immédiatement la Première Guerre mondiale (ainsi que dans les années 20 dans une moindre mesure), les classes dominantes avaient fait l'expérience d'une grande extension du caractère supranational du capital. On observait une circulation internationale accrue des flux financiers et une période historique de mise en avant du libre-échange, bref la première mondialisation libérale du capitalisme. Les conséquences, du strict point de vue « économique » ne furent pas brillantes. Les années qui succèdent à la Première Guerre mondiale donnent également le signal de départ aux grandes institutions internationales et à d'ambitieux traités économiques internationaux. Toutes les futures caractéristiques de la mondialisation néolibérale actuelle seront testées avant la Seconde Guerre mondiale.

Les classes dominantes en retiennent les conséquences stratégiques pour elles

Trois aspects essentiels, dérégulation commerciale, financière et traités internationaux (et les institutions multilatérales qui vont souvent avec), ont des propriétés convergentes et complémentaires. Ils déconnectent les structures et les choix économiques des capacités d'interventions des parlements nationaux. Ils découplent ainsi les politiques économiques des pressions démocratiques nationales, en coupant à la racine les propriétés politiques des États-nations. Ils libèrent le capital des initiatives législatives autonomes, plaçant ce dernier dans un environnement institutionnel qui déborde les capacités d'interventions légales nationales et le champ des rapports de forces nationaux.

Vu le rapport de force défavorable aux classes dominantes dans les années d'après-guerre, il était cependant hors de question, de lancer en grand ce projet néolibéral (discuté théoriquement dès la fin des années 1930). Toutefois, parallèlement au développement temporaire de l'État social, antinomique avec les projets des classes dominantes, se mettent doucement en place les institutions et les bases de ce qui deviendra plus tard la mondialisation néolibérale.

Sous la pression des États-Unis, et avec l'aide de néolibéraux européens de gauche et de droite, sont jetées les bases de la future « Union » européenne, avec la CECA puis le traité de Rome de 1957.

Dans les tuyaux des néolibéraux, qui peuplent de plus en plus les hautes administrations économiques, monétaires, bancaires et financières nationales, se met également en place une mutation de l'organisation des budgets publics et de la gestion monétaire, prévoyant à terme une place sans cesse accrue des marchés

financiers et une dérégulation progressive de ces derniers.

Les traités internationaux se mettent à pulluler, concernant de plus en plus de domaines qui, jusqu'alors, étaient le domaine réservé des États souverains.

C'est en particulier le cas de la politique économique, notamment commerciale. Au début des années 1970, se met en place avec le GATT un cycle supranational, depuis lors jamais interrompu, de dérégulation commerciale, généralisant le libre-échange. C'est également la fin du système monétaire des parités de change fixes conclu lors des accords de Bretton Woods en 1944. Les États-Unis, en 1971, unilatéralement, mettent un terme à la seule convertibilité du dollar en or et imposent le passage au régime des changes flottants.

Dès les années 1970, les premières conséquences des changements structurels de la forme institutionnelle du capitalisme ne se font pas attendre.

Le chômage structurel fait sa réapparition dans les pays occidentaux. Pain béni pour les rapports de force sur le « marché du travail » et pour discipliner le salariat qui, depuis les années d'après-guerre, n'avait jamais été aussi combatif. Les premiers signes de l'instabilité monétaire et financière – qui deviendra chronique – ne se font pas attendre. Mais l'essentiel allait suivre. Il aura lieu en Europe dans les années 1980. Le gouvernement de François Mitterrand, dans la France de 1983, amorce un virage à 180 degrés et lance une politique novatrice, intégralement néolibérale, privilégiant la contraction de l'économie, la désindustrialisation massive du pays, le monétarisme, la dérégulation financière sur une échelle et avec une rapidité inédites, la dérégulation commerciale, la première privatisation massive des entreprises publiques et, enfin, la création d'un vaste marché financier ouvert à tous les vents.

La première financiarisation intégrale d'une économie a donc lieu en France, sous un gouvernement de gauche !

Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement Mitterrand lance avec Jacques Delors un vaste projet très ambitieux de la déconstruction des bases institutionnelles sur lesquelles reposait le caractère politique des sociétés européennes : la dissolution des souverainetés nationales.

Le grand projet du marché unique européen, puis de la monnaie unique, et enfin le projet de constitutionnaliser les traités néolibéraux européens, doublent toutes nos institutions nationales. Il les laisse formellement en place mais les vide de tout contenu substantiel, au bénéfice des institutions européennes radicalement antidémocratiques, uniquement chargées d'appliquer les traités néolibéraux, sans aucune forme de responsabilité proprement politique.

Cette configuration institutionnelle entérinait le projet politique le plus puissant du néolibéralisme : soustraire la nouvelle forme néolibérale du capitalisme (dérégulation commerciale et financière), de toute possibilité de retour en arrière par des rapports de force sociaux, politiques et électoraux, en dissolvant entièrement les souverainetés nationales, encadrées strictement par des traités et institutions non politiques et non démocratiques.

Tels sont donc, les quatre piliers de la mondialisation néolibérale, qui la définissent le plus concrètement et rigoureusement : libre-échange généralisé, financiarisation massive de l'économie, le tout à l'abri de traités internationaux et d'institutions supranationales court-circuitant tous les processus démocratiques et la guerre idéologique par le contrôle et la mobilisation des grands médias,.

La nouvelle forme du capitalisme a réalisé ce qu'avait été bien incapable de faire durablement la tentative fasciste : supprimer le caractère politique des sociétés étatiques sans que les populations de ces États s'aperçoivent de la suppression progressive mais radicale de tout ce qui rendait possible les processus démocratiques. Car le tout est réalisé palier par palier, en prenant grand soin de laisser formellement subsister les institutions de l'État de droit, élections, constitution, parlement, lois, droit, les principes étant donc apparemment saufs. Mais toutes ces institutions sont stérilisées, strictement incapables de contredire le contenu de traités et d'institutions qui leur sont extérieures, qui les surplombent sur tous les sujets les plus structurels. Ce dernier essai des classes dominantes est donc beaucoup plus subtil, efficace, durable, radical, que toutes les précédentes tentatives (élections censitaires, autocratie plébiscitaire, républiques chasses

gardées des notables, fascisme, etc.).

Lire le 10^e épisode : [Un parti démondialisateur pour redonner vie à la politique](#)

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire